

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 25 (2026)

### Faits saillants

- ❖ Indonésie : la banque centrale relève son taux directeur pour la 2<sup>e</sup> semaine d'affilée, portant son taux directeur à 5,75 %.
- ❖ Malaisie : annonce du projet de « Johor Tech Smart City », destinée à devenir un pôle régional de l'IA et des technologies avancées.
- ❖ Singapour : les exportations nationales non pétrolières ont connu leur plus forte hausse de ces 23 dernières années en mai, à +38 %.

### LE CHIFFRE À RETENIR

**77 Md USD**

Le montant d'investissements dans les semi-conducteurs ciblés par la Thaïlande d'ici 2050 pour développer sa filière de puces « Made in Thailand ».

### Région

#### L'ASEAN et la Russie célèbrent 35 ans de relations lors d'un sommet commémoratif

Les dirigeants des pays de l'ASEAN se sont réunis les 17 et 18 juin à Kazan à l'occasion d'un sommet commémoratif marquant le 35<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement des relations entre l'ASEAN et la Russie et le 30<sup>e</sup> anniversaire du statut de partenaire de dialogue. Les discussions ont porté sur le renforcement du partenariat stratégique dans les domaines du commerce, de l'énergie, de la connectivité et des échanges industriels, dans un contexte de recherche de diversification des partenariats économiques. Le sommet s'inscrit dans la continuité des cadres de la coopération entre l'ASEAN et la Russie, notamment au sein du plan d'action 2021–2025, et devrait aboutir à de nouveaux engagements en matière de coopération économique et sectorielle.

## **L'Agence internationale de l'énergie appelle l'ASEAN à accélérer sa transition énergétique pour renforcer sa sécurité d'approvisionnement**

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) incite les pays d'Asie du Sud-Est à accélérer leur transition énergétique afin de réduire leur dépendance aux importations de combustibles fossiles, dans un contexte de vulnérabilité accrue. Elle recommande notamment le renforcement des interconnexions électriques au sein de l'ASEAN, ainsi que le développement des énergies renouvelables, du nucléaire et des véhicules électriques. Selon l'AIE, la demande énergétique régionale devrait fortement augmenter au cours de la prochaine décennie, tandis que le coût des importations d'énergie pourrait atteindre 160 Md USD cette année. L'organisation plaide ainsi pour des investissements massifs dans les infrastructures électriques afin de renforcer la résilience énergétique et de soutenir la croissance économique régionale.

## **Indonésie**

### **Danantara précise le rôle de DSI après les inquiétudes suscitées par la réforme des exportations de matières premières**

Alors que la création de PT Danantara Sumber Daya Indonesia (DSI), chargée de centraliser les exportations de charbon, d'huile de palme et de ferroalliages, avait suscité de vives inquiétudes parmi les investisseurs et les exportateurs, Danantara a précisé que cette nouvelle entité publique ne reprendra ni les contrats d'exportation existants, ni les relations commerciales entre producteurs et acheteurs. Cette clarification intervient après les craintes suscitées par les premières annonces, qui avaient alimenté l'hypothèse d'un monopole public sur les exportations et contribué à une baisse de 3,5 % de l'indice boursier de Jakarta le 21 mai. Lors d'une réunion avec les principales associations professionnelles, DSI a indiqué qu'à compter du 1er janvier 2027, son rôle sera celui d'un intermédiaire chargé de superviser les transactions et les mécanismes de formation des prix, au moyen d'une plateforme numérique d'analyse des exportations, afin de détecter les pratiques de sous-facturation et de prix de transfert, sans exercer d'activité de négoce. Durant la période transitoire, du 1er juin au 31 décembre 2026, les exportateurs devront toutefois déclarer l'ensemble de leurs opérations à DSI. Si ces précisions ont contribué à rassurer, plusieurs observateurs relèvent que les textes réglementaires publiés début juin prévoient toujours que les exportations des matières premières concernées soient réalisées, à l'issue de la période transitoire, par une entité publique.

## Danantara lève 1,5 Md USD sur les marchés internationaux pour sa première émission obligataire

Le fonds souverain indonésien Danantara a réalisé avec succès sa première émission obligataire internationale, levant 1,5 Md USD, via deux tranches de 750 M USD à cinq et dix ans. Les obligations ont été émises avec des rendements respectifs de 5,35 % et 5,95 %, soit 35 pdb en deçà des indications initiales de prix, reflétant l'intérêt marqué des investisseurs. Le carnet d'ordres a atteint 4,6 Md USD, soit plus de trois fois le montant finalement émis, conduisant Danantara à porter la taille de l'opération de 1 Md USD à 1,5 Md USD. Les investisseurs américains ont représenté 38 % des souscriptions sur la tranche à cinq ans et 52 % sur celle à dix ans, devant ceux d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique (41 % et 31 % respectivement), tandis que les investisseurs asiatiques ont compté pour 21 % et 17 % des allocations. Cette répartition géographique contraste avec celle des émissions souveraines indonésiennes, traditionnellement davantage souscrites par les investisseurs asiatiques. À la suite de cette opération, le directeur général de Danantara, Rosan Roeslani, a indiqué que le fonds envisageait de nouvelles émissions obligataires internationales, avec des maturités pouvant atteindre trente ans.

### Répartition géographique des investisseurs

	Obligations à 5 ans	Obligations à 10 ans
Etats-Unis	38%	52%
Europe, Moyen-Orient, Afrique	41%	31%
Asie	21%	17%

### Répartition par catégorie d'investisseurs

	Obligations à 5 ans	Obligations à 10 ans
Gestionnaires d'actifs	82%	72%
Assurances, fonds de pension	10%	25%
Banques	7%	2%
Banques privées et autres investisseurs	1%	1%

## Bank Indonesia poursuit son resserrement monétaire avec une troisième hausse de son taux directeur

Le comité de politique monétaire de Bank Indonesia a décidé, lors de sa réunion des 17 et 18 juin, de relever son taux directeur de 25 pdb à 5,75 %, après deux hausses successives intervenues le 20 mai (+50 pdb, à 5,25 %), puis le 9 juin (+25 pdb, à 5,50 %) (Cf. brèves semaines 21 et 24). La Banque centrale justifie ce nouveau resserrement par la nécessité de stabiliser la roupie (17 730 IDR/USD le 17 juin, - 5,5 % depuis le début de l'année) et de maintenir l'inflation dans sa cible de 2,5 %,  $\pm$  1 % (3,08 % fin mai 2026). Cette décision s'accompagne d'un renforcement des interventions sur le marché des changes (NDF et DNDF), ainsi que d'un relèvement, à compter du 1er juillet, du ratio de financement externe des banques

de 35 % à 40 % de leurs fonds propres afin de soutenir le crédit. Ces mesures interviennent alors que les marchés financiers se sont redressés après la précédente hausse de taux, le 9 juin, l'indice boursier de Jakarta ayant progressé de 8 % entre le 9 et le 17 juin.

## Malaisie

### AT&S annonce investir jusqu'à 2,3 Md USD dans les semi-conducteurs

Le fabricant autrichien de circuits intégrés AT&S annonce une extension de son usine à Kulim pour un investissement allant jusqu'à 2,3 Md USD (9,38 Md MYR) afin de tirer parti de l'essor de l'IA. La nouvelle unité produira des substrats ABF (*Ajinomoto Build-Up Film*), composants à forte valeur ajoutée indispensables aux puces de calcul haute performance utilisées dans les centres de données et les applications d'IA. Cette décision d'expansion intervient à la suite de nouveaux contrats avec plusieurs clients, dont le fabricant américain de semi-conducteurs AMD. L'annonce a été favorablement accueillie par les marchés financiers, l'action d'AT&S s'étant appréciée de 28,5 %, le 13 juin. Le Premier ministre Anwar Ibrahim attend de cet investissement qu'il renforce l'écosystème des semi-conducteurs de la Malaisie, qui est le 6<sup>ème</sup> exportateur mondial (2<sup>ème</sup> en ASEAN) de semi-conducteurs, tout en créant des opportunités d'emploi qualifié.

### Echanges commerciaux des Etats fédérés en 2025

Selon le Département des statistiques de Malaisie (DOSM), les échanges commerciaux du pays ont atteint 753,7 Md USD en 2025, en hausse de 6,2 % en g.a. Avec 395,7 Md USD (+6,4 % en g.a.) d'exportations et 357,6 Md USD (+6 % en g.a.) d'importations, la balance commerciale s'est soldée par un excédent de 38,1 Md USD. Singapour, les États-Unis et la Chine ont été les destinations privilégiées des exportations en 2025, absorbant 41,8 % du total. Ce bon résultat est tiré par les circuits intégrés électroniques (95,8 Md USD, 24 % des exportations totales), notamment les Etats de Penang, Selangor et Johor. Ce dernier s'appuie également sur les produits pétroliers raffinés (23,4 Md USD, soit 6 % du total national), tandis que l'huile de palme reste le moteur des exportations du Sabah et du Sarawak. Côté importations, Selangor domine (26,3 %), devançant Penang (24,4 %) et Johor (22,3 %). La Chine, Singapour et Taïwan sont les principaux fournisseurs en 2025 (44,8 % du total). Troisième fournisseur européen du pays après l'Allemagne et l'Irlande, la France s'est néanmoins distinguée par une croissance de ses exportations nettement plus dynamique entre 2023 et 2025 (+19,5 %).

## **Genting Property dévoile le projet de « Johor Tech Smart City », d'une valeur de 19,7 Md USD**

Genting Property a annoncé le 12 juin son ambition de développer une « Johor Tech Smart City » à Kulai (Johor), un écosystème de 930 hectares dédié aux technologies, à l'agriculture et à la montée en compétences. Le projet vise à générer environ 10 000 emplois dans les domaines de l'IA et de l'agriculture intelligente et s'inscrit dans la stratégie du gouvernement de Johor de créer un pôle régional de technologie, d'innovation et de développement du capital humain. Il s'insère dans le cadre de l'agenda Maju Johor 2030, feuille de route de développement de l'Etat fédéré lancée en 2022, qui ambitionne de porter le PIB de Johor à 64 Md USD d'ici 2030, contre 38,9 Md USD en 2024. La Zone Economique Spéciale Johor-Singapour (JS-SEZ), inaugurée en janvier 2025, ainsi que la future liaison ferroviaire RTS Link, dont la mise en service est attendue pour début 2027, sont les deux principaux leviers cette stratégie.

## **Singapour**

### **Singapour annonce un investissement de près de 100 M SGD dans les technologies de l'eau lors de l'International Water Week**

À l'occasion de la 11<sup>e</sup> International Water Week, Singapour a annoncé un investissement total de près de 100 M SGD dans la recherche et le développement de solutions hydriques pour les villes et les industries. Une enveloppe de 85 M SGD sera consacrée à l'agence nationale de l'eau PUB afin de renforcer la sécurité hydrique, notamment via le dessalement, le traitement des eaux usées et la gestion des nouveaux contaminants. Un montant de 12 M SGD sera en outre dédié à l'amélioration de l'efficacité hydrique dans les secteurs intensifs tels que les semi-conducteurs et les centres de données. Dans un contexte de changement climatique affectant les ressources en eau, la ministre du Développement durable et de l'Environnement Grace Fu a rappelé la vulnérabilité de deux des quatre sources d'approvisionnement de la cité-État, soulignant le recours nécessaire à l'eau recyclée et dessalée pour sécuriser l'approvisionnement à long terme.

### **Les exportations non pétrolières enregistrent leur plus forte hausse depuis 2003**

Les exportations nationales non pétrolières de Singapour ont progressé de 38,4 % en mai sur un an, ce qui constitue leur plus forte hausse depuis décembre 2003. Cette dynamique est principalement portée par les produits électroniques, notamment les circuits intégrés, les supports de stockage et les ordinateurs, dans un contexte d'investissements massifs des grandes entreprises

technologiques dans les infrastructures liées à l'intelligence artificielle. La hausse des exportations vers Taïwan, les États-Unis et la Chine a également contribué à cette performance. Dans ce contexte, certains économistes tablent sur une croissance supérieure à 4% (borne haute des prévisions des autorités), estimant que la demande liée à l'IA devrait continuer de soutenir le commerce extérieur singapourien malgré les incertitudes géopolitiques. D'après l'enquête réalisée par la banque centrale auprès d'économistes, les prévisions de croissance de ces derniers sont autour de 3,5% pour 2026.

## **Le marché du travail singapourien marque légèrement le pas au premier trimestre 2026**

Le marché du travail singapourien a montré des signes de ralentissement au premier trimestre 2026, avec une baisse du nombre de postes vacants, passés de 77 700 en décembre 2025 à 73 300 en mars 2026. Dans le même temps, les licenciements ont atteint 3 830, au plus haut niveau depuis le troisième trimestre 2023 et touchant particulièrement les personnes récemment diplômés et les secteurs à forte intensité de connaissances. Le ministre de la Main-d'œuvre Tan See Leng a néanmoins indiqué que les entreprises privilégient davantage la réorganisation des emplois et la formation que les réductions d'effectifs. Malgré ces tensions, l'emploi total a poursuivi sa progression pour le 18<sup>e</sup> trimestre consécutif, avec 9 400 créations nettes d'emplois.

# **Vietnam**

## **Le Vietnam relève ses ambitions à l'horizon 2030 et 2045**

Le Bureau politique vietnamien a adopté, le 8 juin, la résolution n°10 sur le développement des investissements directs étrangers (IDE), qui fixe une nouvelle orientation stratégique visant à faire du Vietnam une destination de premier plan pour les capitaux internationaux. Le gouvernement ambitionne d'attirer entre 200 et 300 Md USD d'IDE sur la période 2026-2030, dont 150 à 200 Md USD effectivement décaissés. Les autorités souhaitent privilégier les projets à forte valeur ajoutée, favorisant le transfert de compétences et la montée en gamme de l'économie, notamment dans les secteurs de haute technologie, de l'innovation et de l'économie verte. Le Vietnam a pour objectif que 75 % des nouveaux investissements proviennent d'économies développées et que davantage de groupes multinationaux, notamment issus du classement Fortune 500, implantent sur le territoire national des centres de recherche, d'innovation ou des sièges régionaux. La résolution met également l'accent sur les retombées des IDE pour l'économie nationale (pour rappel, en 2025, le montant total des IDE enregistrés s'est élevé à 38,4 Md USD et il atteint déjà 24,8 Md USD sur les 5 premiers mois de 2026). D'ici à 2030, le taux de localisation dans les industries

stratégiques devrait atteindre 45 à 50 %, c'est-à-dire que 45% à 50% de la valeur ajoutée ou des intrants proviennent de l'économie vietnamienne. Par ailleurs, 10 000 entreprises vietnamiennes sont appelées à intégrer les chaînes de valeur des sociétés à capitaux étrangers pour intégrer davantage les acteurs de l'économie locale dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

## **Le Vietnam veut porter l'économie numérique à 30 % du PIB d'ici 2030**

Le Premier ministre vietnamien a approuvé le 9 juin le Programme de développement de l'économie et de la société numériques pour la période 2026-2030. Le texte fixe pour objectif de porter la contribution de l'économie numérique à 30 % du PIB à l'horizon 2030, contre un peu plus de 18 % actuellement selon les estimations officielles. Pour atteindre cette cible, les autorités prévoient d'accélérer le déploiement des infrastructures numériques, notamment des réseaux de télécommunications à haut débit et des plateformes de données. Le gouvernement entend également soutenir l'essor du commerce électronique, devenu l'un des segments les plus dynamiques de l'économie vietnamienne (environ 33 Md USD en 2025), tout en favorisant la numérisation des secteurs industriels, des services et des activités financières. Le programme met par ailleurs l'accent sur le développement du capital humain. Les ministères concernés sont chargés de renforcer la formation aux compétences numériques et aux technologies avancées afin de répondre aux besoins croissants des entreprises dans les domaines de l'intelligence artificielle, de l'analyse de données ou encore de la cybersécurité. Cette nouvelle feuille de route s'inscrit dans l'ambition de Hanoï de faire du numérique un moteur majeur de gains de productivité et de montée en gamme de l'économie. Elle intervient alors que le Vietnam cherche à consolider son positionnement comme l'un des pôles technologiques émergents d'Asie du Sud-Est et à attirer davantage d'investissements dans les secteurs à forte valeur ajoutée.

## **UOB maintient sa confiance dans l'économie vietnamienne malgré des vents contraires**

Dans son dernier rapport sur la conjoncture économique du Vietnam publié le 12 juin, l'établissement maintient sa prévision de croissance du PIB à 7 % pour 2026, tout en anticipant un ralentissement temporaire de l'activité autour de 6,7 % aux deuxième et troisième trimestres. L'analyse met toutefois en évidence plusieurs facteurs de fragilité. L'inflation a atteint 5,6 % en glissement annuel en mai, son niveau le plus élevé depuis six ans, sous l'effet notamment de la hausse des prix de l'énergie. Dans le même temps, la croissance de la production industrielle a ralenti à 9 %, contre 10 % en avril, tandis que le déficit commercial a atteint 12,7 Md USD sur les cinq premiers mois de l'année, contre un excédent d'environ 5 Md USD sur les 5 premiers mois de 2025. UOB souligne

également les risques pesant sur la balance des paiements. L'accélération des grands projets d'infrastructures entraîne une hausse des importations d'équipements, à laquelle s'ajoute l'alourdissement de la facture énergétique lié à la remontée des cours du pétrole. Selon la banque, un maintien du brut autour de 100 USD le baril pourrait accroître de 40 % les dépenses énergétiques du pays en 2026. Malgré ces défis, la banque juge les fondamentaux économiques du Vietnam robustes, soutenus par la demande extérieure, les investissements directs étrangers et le développement des secteurs technologiques liés à l'intelligence artificielle. UOB considère ainsi que le pays reste en mesure de poursuivre sa trajectoire de croissance, même si celle-ci devrait être moins dynamique qu'en 2025

## Thaïlande

### **La Thaïlande complète son dispositif pour la mise en œuvre de la taxe minimale de 15% sur les multinationales**

Le 16 juin 2026, le Conseil des ministres a approuvé l'adhésion de la Thaïlande au système multilatéral d'échange automatique d'informations fiscales GloBE de l'OCDE, étape opérationnelle clef dans la mise en œuvre de l'impôt minimum mondial à 15 % sur les grandes multinationales (chiffre d'affaires consolidé supérieur ou égal à 750 M EUR). Ce mécanisme complète le décret d'urgence en vigueur depuis janvier 2025 en permettant à la Thaïlande de croiser ses données avec celles des États partenaires pour vérifier que les filiales locales acquittent leur quote-part. La première déclaration est attendue en juin 2027 et la recette complémentaire est estimée à 305 M USD/an (10 Md THB/an). La mesure concerne directement les entreprises étrangères bénéficiant d'exonérations BOI ramenant leur taux effectif sous 15 % : ces exonérations seront progressivement remplacées par des subventions directes ou crédits d'impôt conformes à l'OCDE, nécessitant une révision du Code des impôts actuellement en cours.

### **Création du Comité national des semi-conducteurs, vers des puces « Made in Thailand » d'ici 2050**

Le Premier ministre Anutin Charnvirakul a signé le 14 juin 2026 l'ordre établissant le Comité national des semi-conducteurs et de l'électronique avancée (CNESA), qu'il présidera directement, avec le vice-Premier ministre et ministre des Finances Ekniti Nitithanprapas comme vice-président. La création du CNESA donne un cadre institutionnel à la feuille de route sectorielle élaborée par le BOI avec le cabinet Roland Berger et présentée en janvier 2026, qui cible 76,5 Md USD (2 500 Md THB) d'investissements et 230 000 techniciens et ingénieurs spécialisés d'ici 2050. La stratégie, qui s'appuie sur les forces existantes de la Thaïlande en assemblage et test (OSAT), vise cinq segments à fort potentiel (puces de puissance, capteurs, photonique, composants analogiques et discrets), tous

utilisés dans l'automobile, les data centers, l'IA et le médical. Le CNESA a pour mission de valider les plans sectoriels, coordonner les ministères concernés et en rendre compte au Conseil des ministres.

## **Le Premier ministre reprend la supervision directe et réoriente la stratégie vers la sécurité alimentaire et les data centers**

Par deux ordres signés le 15 juin 2026 et pris en acte par le Conseil des ministres le 17 juin, le Premier ministre Anutin Charnvirakul a repris la supervision directe de la zone économique de l'Est (EEC), retirant ces attributions au vice-Premier ministre et ministre des Transports Phiphat Ratchakitprakarn. Au-delà du changement de tutelle, la décision signifierait une inflexion stratégique : le gouvernement annonce vouloir repositionner l'EEC en hub mondial de sécurité alimentaire, en s'appuyant sur les atouts agricoles et halieutiques de la région, et en pôle d'accueil prioritaire pour les data centers, en décalage avec le modèle historique centré sur les industries manufacturières lourdes et la mission de développement des infrastructures logistiques d'exportation. Le gouvernement juge ces industries contraintes par les coûts d'électricité et d'eau. S'il reconnaît que les data centers sont eux aussi fortement consommateurs d'électricité, il estime que leur impact sur le réseau peut être partiellement compensé par le régime tarifaire spécifique auquel sont soumis les grands sites raccordés en haute tension.

## **Philippines**

### **Nouvelle augmentation du taux directeur de la BSP à 4,75 %**

Lors de sa réunion du 18 juin, le *Monetary Board* a relevé pour la deuxième fois consécutive le taux directeur de la Banque centrale (BSP) de 25 pdb à 4,75 % après avoir mis fin en avril dernier au cycle de baisse entamé en août 2024. Cette décision s'explique par la persistance des pressions inflationnistes, alimentées notamment par le maintien de prix élevés du pétrole et des engrais sur les marchés internationaux qui continuent de se répercuter sur les coûts domestiques de l'énergie, des transports et de l'alimentation. Si le gouverneur de la BSP avait annoncé envisager une hausse hors calendrier et/ou une hausse plus marquée (50 pdb), le ralentissement de l'inflation à +6,8 % en mai (contre +7,2 % en avril) a conduit à un ajustement plus limité. Les prévisions d'inflation pour 2026 et 2027 demeurent toutefois supérieures à la cible de +2 à +4 %, et la BSP n'exclut pas de nouveaux relèvements lors de ses prochaines réunions prévues les 27 août, 22 octobre et 17 décembre.

### **Diminution de la dette extérieure des Philippines à 147,4 Md USD au T1 2026**

La dette extérieure des Philippines a légèrement diminué pour s'établir à 147,4 Md USD au T1 2026 (-0,2 % par rapport au T4 2025), améliorant légèrement la part de la dette extérieure rapportée au PIB

à 30,0 % (contre 30,3 % au T4 2025) malgré le ralentissement de la croissance (+2,8 % au T1 2026). Les conditions de liquidité se sont renforcées alors que la dette extérieure à court terme a reculé à 25,5 Md USD, couvertes 4,18 fois par les réserves brutes internationales (106,6 Md USD). Selon la Banque centrale (BSP), cette baisse trimestrielle reflète principalement la diminution des avoirs des investisseurs non-résidents en titres de dette philippins, dans un contexte de conditions de financement plus restrictives pour les marchés émergents et d'un comportement prudent des investisseurs. En glissement annuel, la dette extérieure progresse toutefois de +0,4 %, sous l'effet de nouveaux emprunts du gouvernement et du secteur privé destinés au financement des priorités de développement et de l'activité économique.

## **Maintien des perspectives de croissance de la Banque mondiale pour 2026 et 2027 (+3,7 % et +5 %)**

La Banque mondiale a maintenu sa prévision de croissance pour les Philippines à +3,7 % en 2026, malgré les répercussions du conflit au Moyen-Orient. Cette projection, inchangée depuis avril, demeure inférieure à la croissance de +4,4 % enregistrée en 2025 ainsi qu'à l'objectif gouvernemental de +5 à +6 % en raison de l'incertitude économique mondiale, des tensions persistantes sur les chaînes d'approvisionnement, de la hausse des prix alimentaires et des risques climatiques liés au retour attendu d'El Niño. Après une croissance limitée à +2,8 % au T1 2026 notamment sous l'effet de la baisse des dépenses publiques liée au scandale de corruption, la Banque mondiale anticipe toutefois un redressement progressif soutenu par la reprise des investissements publics et le maintien du dynamisme des exportations électroniques. La Banque mondiale maintient également sa projection de croissance à +5,6 % en 2027, tandis que l'OCDE se montre plus pessimiste, anticipant une expansion de +3,2 % en 2026 et de +5 % en 2027.

## **Cambodge**

### **Un fonds vert aux ambitions limitées**

Avec l'appui de la CCNUCC, le ministère de l'économie et des finances a lancé le mécanisme cambodgien de la finance climatique. Celui-ci doit permettre d'accorder des financements à des projets verts à travers un fonds de 109 M USD, pour l'octroi de prêts bonifiés. Ce fonds doit répondre à des objectifs ambitieux : éviter l'émission de CO<sub>2</sub> de 11 Mt d'ici 2048, protéger 1,3 M de Cambodgiens face aux risques climatiques, tout en participant aux contributions nationales déterminées du pays. Pour y parvenir, il doit servir principalement à financer des projets dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie et de l'urbanisme. Or, l'artificialisation des terres, l'agriculture et la sylviculture – responsables de plus de la moitié des émissions de CO<sub>2</sub> au Cambodge – ne bénéficie qu'à 19 % du fonds, limitant la réelle portée du projet. Et le compte n'y est pas encore. Pour honorer l'ensemble de ses contributions nationales déterminées, le Royaume devra mobiliser 7,8 Md USD d'ici 2050.

## Pas de visa pour plus de touristes

Le Cambodge a lancé un programme pilote d'exemption de visa de quatre mois pour les ressortissants chinois, leur permettant de séjourner 14 jours sur le territoire sans formalités. L'objectif est double. D'une part, il vise à relancer un secteur touristique en difficulté : les arrivées internationales ont chuté de 46 % au T1 2026 (en g.a.), en raison du conflit frontalier avec la Thaïlande et de la crise au Moyen-Orient. Le Cambodge entend ainsi capter le flux de visiteurs chinois, devenus la deuxième nationalité la plus représentée après les Vietnamiens (14,7 % des touristes au T1 2026). D'autre part, il s'agit de faciliter les voyages d'affaires au Cambodge, dont 51 % impliquent des ressortissants chinois. Mais cette politique comporte plusieurs risques : érosion des recettes publiques liées aux visas chinois (36 M USD en 2025), montée de la cybercriminalité. Excepté la Chine, seuls les ressortissants des pays de l'ASEAN (50 % des touristes en 2025) bénéficient d'une exemption de visa pour des durées variant de 7 à 30 jours.

## Le Cambodge aux manettes du jeu vidéo

Les exportations cambodgiennes de jeux et de jouets ont augmenté de 126 % sur les cinq premiers mois de l'année (en g.a.). Elles ont atteint 246 M USD, soit 1,7 % des exportations totales (contre 0,9 % en 2025). L'essor du secteur est porté par les exportations de consoles de jeux vidéo et de leurs composants, qui ont doublé en un an (+100 %, 126 M USD). Derrière cette ascension, deux moteurs : le Japon et les Etats-Unis. Le Japon – 33 % des exportations – investit dans le développement industriel du secteur : fin 2025, une entreprise japonaise spécialisée dans le secteur et fournisseuse de Nintendo, a ouvert sa deuxième usine à Pursat. Les Etats-Unis – 64 % des exportations – ont relevé leurs droits de douane sur les consoles chinoises, réduisant leur part dans les importations américaines de 95 %. Cela a permis au Cambodge, de s'accaparer d'une partie du marché et de devenir depuis 2026 le 3<sup>ème</sup> pays fournisseur en consoles des Etats-Unis.

## Laos

### La Russie va commencer des études préliminaires dans le cadre d'un projet de centrale nucléaire au Laos

La Russie et le Laos ont signé un accord de coopération ouvrant la voie à des études préliminaires en vue de la construction d'une centrale nucléaire au Laos. La phase initiale du projet portera notamment sur l'identification de sites potentiels et la réalisation d'études de faisabilité technique, dans un contexte où plusieurs pays d'Asie du Sud-Est explorent des options nucléaires pour diversifier leur mix énergétique. L'accord s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération énergétique entre les deux pays,

Moscou cherchant à étendre son influence dans le secteur nucléaire via sa société publique Rosatom. Le Laos, dont le système électrique repose encore largement sur l'hydroélectricité et les exportations régionales, n'a pas encore de programme nucléaire opérationnel.

## **Le Laos rejoint un corridor ferroviaire international reliant l'Asie du Sud-Est et la côte baltique européenne**

Le Laos a intégré un corridor ferroviaire international reliant l'Asie du Sud-Est à la côte baltique de l'Europe, dans le cadre de l'Organisation pour la coopération des chemins de fer (OSJD). L'accord a été signé lors de la conférence ministérielle de l'OSJD au Tadjikistan par le vice-ministre des Travaux publics et des Transports. Ce nouveau cadre ferroviaire permettrait aux exportateurs de transporter des marchandises sous un système unifié, via un corridor reliant notamment le Laos, le Vietnam, la Chine, le Kazakhstan, la Russie et l'Estonie. L'initiative vise à fluidifier les flux de fret et à harmoniser les opérations ferroviaires entre États membres, tout en réduisant les temps de transit. Ce développement s'appuie sur la ligne Laos-Chine, opérationnelle depuis décembre 2021, et renforce la perspective de la future liaison Laos-Vietnam, dont la construction côté lao est prévue en 2026 pour une mise en service à horizon 2030. L'intégration au réseau OSJD confère par ailleurs au Laos un statut formel dans les négociations internationales de fret et de logistique.

## **Le Laos et la Chine ont approuvé 7 nouveaux projets de développement dans le cadre du Fonds Mékong-Lancang**

Le Laos et la Chine ont approuvé sept nouveaux projets de développement dans le cadre du Fonds spécial Mékong-Lancang pour 2026, pour un montant total de 3,31 M USD. Les accords ont été signés le 16 juin au ministère des Affaires étrangères du Laos, dans un contexte de renforcement de la coopération bilatérale en matière de développement régional. Le système de coopération Mékong-Lancang a été fondé en 2016 et rassemble le Laos, le Cambodge, le Myanmar, la Thaïlande, le Vietnam et la Chine. Ces projets s'inscrivent dans les initiatives de soutien aux pays du bassin du Mékong visant à financer des infrastructures et programmes de développement. Les principaux domaines concernés sont l'agriculture, l'eau, la santé et la réduction de la pauvreté. Le Laos cherche à mobiliser des financements externes pour soutenir sa croissance et ses projets d'intégration régionale.

# Birmanie

## Prévision de croissance 2026 revue à la baisse par la Banque mondiale

Dans l'édition de juin 2026 de son Myanmar Economic Monitor, la Banque mondiale a réévalué sa prévision de croissance pour l'année budgétaire (avril à mars) 2026 à la baisse, à +2,0 % (contre +3,0 % prévu précédemment). Pour rappel, l'activité birmane s'est contractée de -2,0 % sur l'année budgétaire 2025. Cette réévaluation est motivée par la persistance des freins internes (conflits armés, dégâts du séisme de 2025, faiblesse de la production électrique) et une aggravation des freins externes (choc énergétique, potentiel ralentissement des exportations, en particulier de gaz naturel). L'inflation est prévue à 20,0 % sur l'année budgétaire 2026, après 21,1 % en 2025. Après un ralentissement fin 2025, elle accélère à 24,6 % en glissement annuel en avril 2026, tirée par la hausse des prix de l'énergie, avec une transmission rapide aux postes des transports et de la logistique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : [gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org](mailto:gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org) ; [emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr](mailto:emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr) ; [martin.suteau@dgtresor.gouv.fr](mailto:martin.suteau@dgtresor.gouv.fr)